



La Tunisie a des bas salaires et pas de pétrole. C'est grave ?

Par [Michel Collon](#) et [Mohamed Hassan](#)

Mondialisation.ca, 28 février 2011

michelcollon.info 28 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pauvreté et inégalités sociales](#),
[Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Les Tunisiens sont inquiets : leur pays a-t-il un avenir économique ? Un pays peut-il s'en sortir quand il n'a presque pas de pétrole et que beaucoup d'emplois dépendent des sociétés étrangères, avec des salaires assez bas ? Investig'Action a interrogé Saïd Bouamama, Mohamed Hassan et Michel Collon...



Interview : Ramy Brahem et Abdellah Boudami

Vu que l'économie en Tunisie profite principalement aux multinationales et aux corrompus, quelles réformes économiques suggérez-vous ?

Saïd Bouamama. Eh bien, tout simplement que l'Etat reprenne la place qui devrait être la sienne, et ne soit pas au service d'intérêts qui ne sont pas ceux de sa population. Qu'il retrouve la maîtrise de son économie, et cela passera notamment par des renationalisations, un système fiscal adéquat. Sans cela, il n'y aura pas d'équité, car il n'y aura pas de réelle redistribution, c'est clair.

Michel Collon. Ce problème se pose dans la majorité des pays du "tiers monde" qui restent en fait des néocolonies. Le pouvoir d'Etat y est toujours dépendant des grandes puissances et cède les richesses aux multinationales. C'est ce mécanisme qui produit pauvreté et sous-développement. Construire une nouvelle économie pour mettre fin à la pauvreté implique d'utiliser les richesses au profit des gens.

Mais je ne peux répondre entièrement à la question, c'est aux Tunisiens d'élaborer le programme de ces transformations. Eux peuvent faire l'inventaire des ressources disponibles, identifier les détournements de richesses et les transformations nécessaires pour résoudre ces problèmes. Il faut des mesures pour améliorer d'urgence la situation du peuple, éliminer le pouvoir de l'ancien régime et lancer la construction par étapes d'une économie au service des gens.

Mohamed Hassan. Il faut comprendre que la Tunisie n'a jamais vraiment développé une économie pour elle-même. Les relations économiques entre les différentes parties de l'Afrique du Nord ont été détruites par la colonisation qui a débuté en 1884 et par le

néocolonialisme après l'indépendance. En réalité, tout ce qui est investi ressort du pays, cela ne reste pas. Le système économique imposé par l'impérialisme est basé sur l'exploitation et appauvrit le peuple. La Tunisie est un pays riche mais avec un peuple pauvre.

Si les Tunisiens parviennent à obtenir l'indépendance politique, ils pourront assurer l'autonomie alimentaire, analyser leur sol et faire des réformes en conséquences, offrir une éducation et des soins gratuits pour tous...

A la différence du Venezuela, la Tunisie ne dispose pas de riches ressources pétrolières, n'est-ce pas un handicap ?

Michel Collon. Il est vrai que tous les pays n'ont pas cette chance. En même temps, c'est aussi un grand danger quand un pays dépend d'une seule ressource au lieu de développer une économie saine avec plusieurs secteurs forts. Ceci dit, la Tunisie a des richesses naturelles. Je serais curieux de savoir si le peuple tunisien bénéficie vraiment des revenus du phosphate ou si cela est confisqué par des intérêts étrangers.

D'autre part, les ressources touristiques d'un pays sont aussi une richesse qui doit profiter à la population comme à Cuba. Cela implique que l'Etat ne laisse pas les multinationales empocher tout cela, mais qu'il développe une industrie touristique propre ou noue des partenariats sur pied d'égalité, donc profitables aussi aux Tunisiens.

Pétrole ou pas, il faut voir la richesse essentielle : à qui profite le travail des Tunisiens ? Qui empoche les richesses ? L'expérience du Venezuela d'Hugo Chavez ou de la Bolivie d'Evo Morales est très inspirante : la question essentielle, c'est de s'appuyer sur le peuple pour détruire l'ancien pouvoir économique et lancer des réformes radicales à son avantage. Le problème, c'est : au service de qui veut-on faire tourner l'économie ?

Mohamed Hassan. Personne ne sait ce qu'il y a vraiment sous le sol tunisien à part les impérialistes. Mais le manque de pétrole n'est pas important. L'Erythrée n'en a pas et se développe considérablement avec une croissance de 17 %. Pourtant, ce pays compte neuf langues et deux religions.

Ces ressources peuvent même représenter un désastre et causer des guerres, comme au Gabon ou au Nigeria. La Tunisie, elle, n'a qu'une seule langue et une seule religion, elle peut se développer très rapidement. La plus grande richesse du pays, c'est son peuple. Un peuple très éduqué et jeune.

Saïd Bouamama. Chaque Etat a ses caractéristiques spécifiques. La Tunisie est un Etat assez modeste en taille et en population, mais largement auto-suffisant. Une jeunesse, une population éduquée, et même si on ne peut comparer les ressources naturelles, la Tunisie et ses habitants peuvent très bien se gérer et avoir une économie prospère.

La Tunisie a une économie basée sur des sociétés de services attractives par la haute qualité du travail et les bas salaires. Les investisseurs ne risquent-ils pas de s'en aller ?

Saïd Bouamama. Eh bien, c'est exactement ce qui pose problème : cette structure économique rend la Tunisie entièrement dépendante. Il faut absolument qu'elle sorte de ces réseaux de dépendance, qu'elle construise son économie en fonction de ses besoins propres, des besoins de sa population. Pour cela, il faut revenir à des objectifs économiques autocentrés. D'autre part, on ne peut contester que le tourisme soit un secteur clé en Tunisie, mais l'exemple cubain montre qu'un pays peut parfaitement adopter une politique

économique autocentrée en développant un secteur comme le tourisme.

Michel Collon. En effet, c'est un problème, et les multinationales risquent de faire leur chantage habituel : « *Si vous relevez les salaires, si vous ne vous laissez pas faire, on s'en va ailleurs.* » C'est délicat, il faut faire une analyse concrète des possibilités. Mais ça montre que les intérêts des multinationales et ceux des peuples sont contradictoires : les uns veulent des salaires ultra bas, les autres veulent une vie digne.

La qualification des Tunisiens est largement reconnue et ces talents peuvent être réorientés- en partie en tout cas - vers le marché intérieur. On pourrait ainsi développer de nouveaux secteurs locaux : il existe tant de besoins non satisfaits dans ce pays ! Et si les Tunisiens ont de meilleurs salaires, ils pourront consommer et ces secteurs pourront être rentables.

Mohamed Hassan. On veut faire peur au peuple en prétendant que si les salaires augmentent, il n'aura plus de travail. Car ce qui attire les puissances étrangères c'est l'exploitation par les bas salaires d'un peuple cultivé. Mais ils parlent dans leurs intérêts ! Or, le monde ne se résume pas à l'Europe et aux Etats Unis ! L'Inde et la Chine représentent 40% de la population mondiale...

La source originale de cet article est michelcollon.info

Copyright © [Michel Collon](http://michelcollon.info) et [Mohamed Hassan](http://michelcollon.info), michelcollon.info, 2011

Articles Par : [Michel Collon](http://michelcollon.info)
et [Mohamed Hassan](http://michelcollon.info)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca